



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

68050



Distr.
GENERALE

E/ECA/PSD.5/9
14 mars 1988

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Cinquième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains

Addis-Abeba, Ethiopie, 21-28 mars 1988

RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LES MODELES DE PLANIFICATION MULTI-SECTORIELLE

I. Historique

1. Les seconde et troisième sessions de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains ont entre autre, recommandé la convocation d'un séminaire sur les modèles de planification multi-sectorielle à l'intention des planificateurs africains, l'objectif primordial étant de promouvoir et de contribuer de manière efficace à la mise en place de dispositifs de planification dans le domaine de la modélisation au niveau des pays. On recommandait entre autre d'aborder, au cours du séminaire, les thèmes de l'intégration du secteur non-structuré dans le processus global de développement économique, la nécessité de mettre à jour les coefficients techniques d'entrée-sortie et leur dynamisation dans le processus de croissance à long terme, le traitement et l'analyse des variables financières en particulier l'incorporation des variables en matière de prix et de balances des paiements dans les systèmes globaux de prévisions à court terme fondée sur des matrices de comptabilité sociale et dans des modèles portant sur les balances en énergie en Afrique.

2. Les objectifs du séminaire sont d'étudier et d'améliorer les méthodologies utilisées en matière de planification du développement, les systèmes et les approches permettant de réaliser des prévisions qui pourraient se révéler utiles pour évaluer l'ampleur des difficultés rencontrées en matière de développement. En outre, la mise au point d'un outil d'analyse pour la planification sectorielle est un premier pas et une étape importante vers la définition de stratégies et de politiques économiques saines et appropriées dans le cadre de plans de développement cohérents et logiques.

II. Financement et contributions

3. Le séminaire a été financé par le programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies. L'Union soviétique a accueilli le séminaire et la CEA a été l'agence d'exécution. L'URSS et la CEA ont tous deux fourni les documents de travail de base et se sont chargées de l'organisation et du service du séminaire.

4. Compte tenu de la nature technique du sujet et afin de donner davantage de temps aux participants pour acquérir une connaissance approfondie des problèmes qui se posent, la participation a été limitée à vingt pays, chacun de ces pays envoyant un expert. Chaque expert est invité à soumettre un bref document sur l'expérience acquise par son pays dans le domaine de l'utilisation de méthodologies en matière de modèles de planification multi-sectorielle en mettant l'accent sur les sujets énumérés plus haut. La participation des institutions et organismes spécialisés du système des Nations Unies est également importante eu égard aux travaux de même nature qu'ils réalisent sur la modélisation de l'ensemble des études sur les perspectives économiques mondiales, études qui englobent l'Afrique. On cherche par là à promouvoir l'échange d'expériences et d'informations axées sur la formulation de politiques, telles que l'expérience de la CNUCED en matière de variables dans les domaines des prix et des balances des paiements, l'expérience de l'ONUDI en matière d'utilisation de techniques d'entrée-sortie dans le domaine de la planification du développement, l'expérience de l'OIT en matière de modélisation du secteur non-structuré et l'expérience du DAESI dans le domaine des études générales de prospective.

III. Le déroulement des travaux et les aspects organisationnels

5. Le Séminaire sur les modèles de planification multi-sectorielle et les prévisions économiques à court terme destinés à permettre la mise au point de politiques dans les domaines de la planification et de la gestion du développement dans les pays africains s'est réuni à l'Institut central d'économie et de mathématique de l'Académie des sciences d'Union soviétique (CEMI-AS) à Moscou du 15 au 28 septembre 1986. Des experts de 15 pays africains, sur les vingt invités à l'origine, y ont participé. Quatre organisations internationales à savoir, le DAESI, le BIT, la CNUCED et l'ONUDI y ont également participé. Le séminaire a élu un bureau composé de 6 présidents, un pour chacune des sessions, et d'un rapporteur. Après l'adoption de l'ordre du jour, le séminaire a divisé son travail en dix sessions, en plus des programmes culturels; une session a été consacrée aux recommandations et aux travaux futurs dans le domaine de la planification multi-sectorielle. Des certificats de participation ont été décernés aux participants à la fin du séminaire.

6. Conformément à l'ordre du jour adopté, les travaux se sont déroulés de la manière suivante : a) contribution de l'Union soviétique, b) contribution de la CEA, c) contributions des organisations internationales, d) rapports sur l'expérience des pays, e) discussion générale.

IV. Discussion

7. Le séminaire a abordé quatre grands sujets à savoir, 1) l'intégration du secteur non-structuré dans la planification multi-sectorielle du développement; 2) la dynamisation des coefficients techniques d'entrée-sortie : expériences réalisées en matière de projections à long terme de la croissance économique dans les pays africains en développement; 3) le traitement des variables en matière de prix et de balances des paiements dans le domaine des modèles de prospective à court terme fondés sur les matrices de comptabilité sociale; 4) l'élaboration d'un modèle du secteur énergétique pour améliorer les balances en énergie en Afrique. Toutefois, on a constaté qu'il serait nécessaire que l'atelier examine également des questions touchant à la planification régionale afin que les participants aient une vue complète de la planification globale, y compris de ses aspects sectoriels et régionaux.

1) Intégration du secteur non-structuré dans la planification multi-sectorielle du développement

8. Sur ce sujet, trois documents ont été présentés par l'Académie de sciences d'Union soviétique sur la balance différentielle comme instrument de prévision des revenus et de la consommation de la population, la simulation des réseaux de transport et des infrastructures régionales en matière de planification économique et les possibilités de stimulations de l'économie et sa désagrégation.

9. La CEA a présenté un document sur l'intégration du secteur non-structuré en donnant un aperçu des différents aspects du secteur non-structuré, de son émergence et de ses aspects législatifs et en présentant un modèle liant la production de ce secteur à la demande finale, la répartition des revenus, les taux d'emploi, les prix relatifs, les préférences des consommateurs, le taux d'accroissement et la taille de la population.

10. Le BIT a présenté un document sur le secteur urbain non-structuré en Afrique : incidence pour l'intégration dans le domaine de la planification du développement en traçant les grandes lignes des politiques qu'ils faudrait mettre en oeuvre pour influencer sur les résultats du secteur de manière à ce qu'il atteigne des objectifs spécifiques en matière de planification, et des mesures à appliquer pour permettre au secteur d'évoluer dans un environnement moins hostile.

11. Les expériences du Bénin, du Congo, du Kenya et du Sénégal ont été présentées, toutes indiquant que quoique ce secteur soit inconnu du point de vue statistique, il joue un rôle non négligeable dans les économies africaines, et soulignant qu'il était nécessaire et important de comprendre ses rouages et de le resituer dans un contexte approprié en matière de planification du développement économique.

12. La discussion qui a suivi a surtout porté sur la question de la définition du secteur et sur les contraintes pesant sur l'application du modèle proposé s'agissant de la disponibilité de données statistiques.

2) Dynamisation des coefficients techniques d'entrée-sortie : expériences en matière de projections à long terme de la croissance économique dans les pays africains en développement

13. Sur ce sujet, l'Académie des sciences d'Union soviétique a présenté plusieurs contributions sur les ensembles de modèles des bilans d'entrée-sortie, l'utilisation des modèles intra-sectoriels dans le domaine de la planification économique nationale, la structure des ensembles des industries apparentées - un mécanisme pour une planification optimisée, la planification multi-sectorielle par l'utilisation de tables d'entrée-sortie comprenant des unités physiques et des valeurs, et les méthodes d'élaboration des coefficients d'entrée prospectifs pour des modèles inter-industriels. Cette contribution a témoigné de l'expérience acquise par l'URSS dans le domaine de l'utilisation de modèles de ce type pour la préparation de projets de plans et de plans analytiques et l'analyse du progrès technologique.

14. La CEA a présenté un cadre méthodologique pour la mise à jour des coefficients d'entrée-sortie utilisant la méthode des multiplicateurs (rAs) de l'Université de Cambridge et les résultats provisoires d'une tentative de mise à jour des tables d'entrée-sortie de l'Ile Maurice datant de 1981. S'agissant du rôle des investissements à long terme et de la dynamisation des liens inter-sectoriels, le Nigéria a été cité pour illustrer le cas d'un pays africain dans lequel le modèle a été appliqué dans le cadre du programme de modélisation économique de la CEA. L'ONUJDI a fait part de son expérience dans le domaine des modèles économiques en se référant au modèle LIDO (Objectif de développement de Lima), au modèle UNITAD, à l'IDIOM (progiciel pour la simulation par pays), à son modèle de coopération industrielle mondiale, et à des modèles liant l'industrie et les services en matière de création d'emploi et utilisant 27 tables nationales d'entrée-sortie. L'Algérie, l'Egypte et la Tanzanie ont fait part de leur expérience portant surtout sur l'importance de la planification à long terme, de la planification sectorielle et de l'utilisation des techniques d'entrée-sortie dans le domaine de la planification.

15. Il n'y a pas eu de discussion sur ce sujet.

3) Le traitement des variables en matière de prix et de balances des paiements dans le cadre de modèles de prévisions à court terme fondés sur des matrices de comptabilité sociale

16. L'Académie des sciences d'Union soviétique a suggéré certains modèles pour résoudre le problème et présenté pour discussion deux documents sur le sujet à savoir, les modèles d'étude et de prévision de la solvabilité des pays en développement et des modèles pour l'établissement de bilans financiers et de la valeur des opérations économiques nationales fondés sur des informations économiques intégrées. Ces modèles sont axés sur l'optimisation de la consolidation des balances matérielles et financières. La CEA a également proposé une méthodologie pour traiter les variables financières dans le cadre des modèles fondés sur des matrices de comptabilité sociale et signalé son importance pour l'évaluation de la faisabilité de schémas de développement à moyen et long termes. La CNUCED a fait part de son expérience, dans le domaine de l'analyse financière et du système d'analyse à partir de modèles globaux intégrés (SIGMA) et a, en particulier, mentionné les modèles nationaux de trois pays africains. Le DAESI a présenté le modèle économétrique global (GEM) et le modèle d'entrée-sortie global (GIOM) et a tout particulièrement fait référence au modèle économétrique réalisé pour des pays africains en collaboration avec le "Project Link", un projet international non gouvernemental. L'expérience acquise au plan national par l'Ile Maurice et le Rwanda en matière de mise en place de modèles de perspectives à court terme et de la nécessité d'incorporer des variables financières dans les matrices de comptabilité sociale a également fait l'objet d'un exposé.

17. La discussion sur ces documents a souligné qu'il était important de mettre au point un cadre incluant certains aspects cruciaux tels que la sous-utilisation des capacités, et indispensable de renforcer la coopération entre la CEA, les institutions spécialisées et les autres institutions s'occupant de ce domaine.

4) Elaboration de modèles pour le secteur de l'énergie afin d'améliorer la balance en énergie en Afrique

18. L'Académie des sciences d'Union soviétique a présenté ses travaux en cours sur la situation énergétique en Afrique dans deux documents à savoir, analyse et modélisation de l'énergie en Afrique et la situation mondiale en matière de ressources énergétiques. La CEA, elle aussi, a présenté ses travaux dans ce domaine et signalé l'importance de ce problème compte tenu des difficultés croissantes éprouvées par les pays pour obtenir des devises afin de maintenir les importations d'énergie et de l'aggravation du déboisement en Afrique. La CEA a présenté un modèle pour l'analyse de balances en énergie améliorées en Afrique fondé sur de nouvelles approches en matière de modélisation de l'Incidence de l'utilisation de bois de chauffage sur le processus de désertification dans les pays africains. Ce modèle a été appliqué au Rwanda dans le cadre d'une étude de cas. En ce qui concerne l'expérience des pays, l'expérience du Burundi a été présentée car dans ce pays la situation de l'offre et de la demande de différentes

sources d'énergie a été étudiée de manière approfondie. Lors de la discussion qui a suivi, les participants ont suggéré qu'il était nécessaire d'étendre le modèle mis au point par la CEA afin de dûment prendre en compte l'analyse de la situation de l'offre et de la demande des différentes sources d'énergie nécessaires en Afrique.

5) Autres sujets

19. Les questions diverses abordées sont a) la coopération économique entre l'URSS et les pays africains, b) la planification régionale, et c) une démonstration de travail sur ordinateur.

20. En ce qui concerne la coopération économique entre l'URSS et les pays africains, les relations historiques et la coopération économique entre l'URSS et les pays africains ainsi que les résultats constructifs atteints dans les différents domaines économiques et sociaux ont été exposés par un représentant du Comité d'Etat de l'Union soviétique pour les relations économiques extérieures. Le Séminaire a aussi rappelé la coopération technique et économique passée et en cours entre l'URSS et la CEA, en particulier la coopération en matière de formation de spécialistes africains dans les différents domaines et s'est tout particulièrement prononcé en faveur de l'élargissement de cette coopération à la planification régionale, domaine lequel l'Union soviétique dispose d'une expérience considérable.

21. Un voyage d'études a été organisé afin de permettre aux participants d'étudier de plus près les activités de planification régionale effectuées au niveau des républiques. Lors de la visite à Riga, en République de Lettonie, les participants ont été initiés à un certain nombre de modèles, notamment à un modèle agricole et à un modèle de planification régionale d'entrée-sortie intégré, à l'Institut économique d'état de l'Académie des sciences de la République de Lettonie et à l'Institut de recherche scientifique du Comité d'état de la planification de la République de Lettonie. Une visite de la ville d'Urmala a également été organisée.

22. Il y a également eu une démonstration de travaux de modélisation sur ordinateur, et une des sessions du séminaire a été consacrée à l'examen par les participants des procédures de modélisation sur ordinateur utilisées par l'Académie des sciences d'Union soviétique. De même, lors de la visite de l'Institut de recherche scientifique du Comité d'état de la planification de la République de Lettonie, une session a été partiellement consacrée à une démonstration complète des mécanismes de la planification régionale au niveau de la République.

V. Recommandations du Séminaire

23. Après des débats de fond sur ces sujets, le Séminaire a émis les recommandations suivantes :

A. Intégration du secteur non-structuré dans la planification multi-sectorielle

24. Compte tenu du rôle de plus en plus important joué par le secteur non-structuré dans les domaines de la promotion de l'emploi, des possibilités d'obtenir des revenus, de l'acquisition de compétences, et de la satisfaction des besoins essentiels dans les économies africaines, il est souhaitable que :

1. Les gouvernements prennent des mesures positives pour intégrer le secteur non-structuré dans le processus de macro-planification. Pour atteindre ces objectifs les gouvernements devraient :

- a) prendre des mesures pour corriger sa mauvaise réputation actuelle;
- b) organiser des ateliers au niveau national pour fournir un forum à l'échange d'idées entre décideurs politiques, chercheurs, et le grand public;
- c) améliorer la collecte de données sur le secteur non-structuré et mettre à jour les informations existantes,
- d) identifier les domaines dans lesquels le secteur apporte déjà une contribution importante et lancer des programmes d'assistance appropriés;
- e) élaborer des mesures qui tiennent dûment compte de la nature particulière de ce secteur afin de renforcer sa contribution au développement national.

2. Les ministres africains de la planification et du développement national donnent à la CEA en collaboration avec d'autres institutions internationales un mandat pour :

- a) accroître leurs activités dans le secteur non-structuré, en particulier dans le domaine de l'intégration macro-économique;
- b) effectuer des recherches, collecter des données, et réaliser des analyses portant sur ce secteur;
- c) organiser une table ronde/un séminaire des planificateurs africains sur le secteur non-structuré.

B. Recommandations sur les modèles de prévisions à court terme fondés sur des matrices de comptabilité sociale

25. Compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle, les pays en développement d'Afrique sont confrontés à de plus grandes incertitudes dues aux chocs extérieurs (à savoir les fluctuations du prix des produits de base, les changements climatiques, etc) et que l'on ressent le besoin de concevoir et de mettre en oeuvre des modèles de prévisions à court terme qui permettraient aux planificateurs africains d'analyser et de superviser l'évolution de leurs économies respectives et de réaliser à point nommé les ajustements nécessaires, le séminaire recommande que :

1) Le Secrétariat de la CEA renforce et élargisse ses activités sur les modèles de prévisions à court terme afin d'y inclure autant de pays africains que possible, en tenant compte des caractéristiques spécifiques de chaque pays et en intégrant les différentes variables en matière de finance, de prix et de balance des paiements qui sont pertinentes pour la réalisation de prévisions à court terme.

2) Le Secrétariat de la CEA en collaboration avec d'autres organisations internationales spécialisées aide les pays africains à adopter leurs systèmes informatiques aux matrices de comptabilité sociale qui sont considérées comme un puissant outil pour la réalisation d'analyses et de prévisions tant micro-que macro-économiques et d'analyses portant sur les balances inter-sectorielles (coefficients techniques d'entrée-sortie et leur dynamisation). A cet égard, il faudrait aider les Etats africains à :

- a) installer des bases de données statistiques adaptées, fiables et appropriées;
- b) obtenir des moyens informatiques à travers des arrangements bilatéraux et multilatéraux;
- c) former le personnel local à la gestion des modèles de prévisions à court terme en envoyant des consultants chargés de le former en cours d'emploi ou en octroyant des bourses de formation auprès de la CEA ou à l'étranger;
- d) établir une unité de prévisions à court terme conçue comme un mécanisme institutionnel de suivi au sein des ministères/services de la planification;
- e) obtenir des informations sur l'expérience d'autres pays en matière d'utilisation de modèles fondés sur des matrices de comptabilité sociale;
- f) intégrer les modèles des pays africains au sein du projet de réseau mondial (World Project Link) en cours d'exécution.

3) Les pays africains effectuent autant d'études indépendantes que possible pour veiller à la cohérence interne de leurs plans de développement à court et moyen termes. Celles-ci devraient entre autres comporter des enquêtes sur les ménages, des recensements industriels, des enquêtes de population, des enquêtes sur les prix, les finances et le commerce extérieur, etc.

C. Modèles dans le domaine de l'énergie

26. Les participants :

Considérant l'importance des secteurs des transports et de l'énergie pour l'harmonisation et l'accélération du développement des pays africains;

Conscients du fait que les coûts de l'énergie sont relativement élevés ce qui rend les transports très chers pour les pays africains en général et pour les pays africains sans littoral en particulier;

Conscients également de la nécessité d'améliorer la gestion des ressources en énergie disponibles ainsi que des investissements dans les domaines des transports;

Considérant le coût élevé des transports et de l'énergie dans les pays en développement;

1) Recommandent aux pays africains :

- a) de collecter autant de données que possible afin de réaliser les modèles nécessaires incorporant les secteurs de l'énergie et des transports;
- b) de considérer la planification de l'énergie comme faisant partie intégrante de la planification de leur développement économique et social;
- c) d'exploiter les sources d'énergie renouvelables;
- d) d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes d'afforestation et de reboisement afin de veiller à ce que l'approvisionnement des zones rurales en bois à brûler ne soit pas interrompu pour cause de pénurie, et de mettre un terme à la tendance à la dégradation rapide de l'environnement du fait du déboisement;
- e) de renforcer la coopération dans le secteur de l'énergie tant au plan bilatéral qu'au sein des groupes régionaux tels que la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la CEDEAO, la ZEP, etc, et de veiller à la conservation de l'énergie.

2) Invitent la CEA et l'Académie des sciences d'Union soviétique :

- a) à aider les pays africains disposés à introduire un sous-modèle portant sur l'énergie et/ou les transports dans les modèles existants ou à en créer un, en y envoyant des experts et les équipements nécessaires;
- b) à fournir une assistance technique et en matériel dans les domaines de la programmation des ordinateurs et du traitement des statistiques sur l'énergie et/ou les transports.

D. Recommandations en matière de planifications régionale et sectorielle

27. Prenant en considération l'importance pour l'Afrique d'une planification globale renforcée par une planification régionale cohérente et efficace;

Conscients de la nécessité de coordonner les politiques sectorielles pour mieux articuler entre elles les économies des pays africains;

Les participants au séminaire recommandent les actions suivantes en matière de planification multi-sectorielle :

- 1) de créer de manière progressive un système régional d'information et de statistiques;
- 2) de prendre en compte le cas échéant, l'aspect régional dans l'élaboration des plans nationaux à moyen et long termes;
- 3) de créer des structures régionales de planification et de donner à celles qui existent des moyens appropriés pour la réalisation de modèles;
- 4) de définir des systèmes appropriés pour la décentralisation des mécanismes de gestion et de planification;
- 5) de réaliser des modèles économiques simples susceptibles de démontrer l'impact de l'intégration des pays africains dans des domaines tels que le commerce et les transports;
- 6) d'accroître l'aide technique de la CEA aux pays africains pour l'élaboration de plans de développement.

E. Recommandations en matière de coopération dans les domaines des modèles de planification et de la gestion macro-économique

28. Le Séminaire :

Constatant la diversité des niveaux de développement en matière de création de modèles atteints par les Etats membres de la CEA;

Considérant que l'échange d'informations et d'expériences est toujours enrichissant;

Considérant les possibilités de collaboration qui existent entre institutions spécialisées, internationales et gouvernementales;

Considérant, enfin, que dorénavant et davantage que par le passé, la planification et la gestion de l'économie nationale deviendront de plus en plus indissociable de l'utilisation de modèles de planification et de méthodes de gestion macro-économique;

Recommande :

- 1) l'intensification de la coopération dans le domaine de la modélisation entre tous les Etats membres de la CEA, renforcement qui doit inclure la mise en place d'un système d'échange d'informations et d'expériences entre Etats membres d'une part, et entre Etats membres et la CEA d'autre part. La CEA devrait montrer l'exemple et encourager ces formes de coopération;
- 2) l'établissement d'une telle coopération entre pays africains et la CEA d'une part, et entre ces pays et des organisations internationales et gouvernementales spécialisées d'autre part, ces institutions disposant d'une plus grande expérience et de davantage de compétences, est de nature à promouvoir les méthodes de modélisation de la planification et de gestion macro-économique;
- 3) l'organisation de réunions scientifiques pour la promotion et le développement de la modélisation dans les pays africains : à cette fin, la CEA devrait explorer toutes les possibilités de tirer profit de l'expérience de l'URSS, en particulier de celle de l'Institut central d'économie et de mathématique de l'Académie des sciences d'Union soviétique et d'établissements similaires en Union soviétique.

F. Conclusion

29. Le programme de travail de la CEA sur la modélisation des économies africaines destiné à permettre d'analyser et d'évaluer de manière critique les contraintes pesant sur le développement et leurs incidences au plan politique, bénéficierait de vos recommandations en ce qui concerne ses travaux futurs sur les modèles de planification multi-sectorielle. Nul doute que les possibilités d'améliorer et d'élargir les travaux dans ce domaine sont considérables. A cet égard, les recommandations du séminaire sont une contribution positive et pourraient constituer la base de nos travaux futurs dans ce domaine.

30. La Conférence commune est, par conséquent, invitée à examiner le rapport et les recommandations du séminaire, en particulier en ce qui concerne la convocation d'une table ronde sur l'intégration du secteur non-structuré dans la planification multi-sectorielle du développement et d'un séminaire sur la planification régionale, et à décider quelles doivent être les priorités afin que le secrétariat soit en mesure de préparer dans les meilleurs délais un plan de travail coordonné afin de permettre la mise en oeuvre du programme proposé.